

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 2023/1AONO/SG/CPM/2023
DU 6 JUIN 2023 A FOURNITURE DES SERVICES D'ENTRETIEN, DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET AUTRES
ESPACES INTERIEURS AU SIEGE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES) A YAOUNDE.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Président du Conseil Économique et Social (CES), Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'entretien des bureaux et autres espaces intérieurs de son complexe sis à Mballa II, à Yaoundé.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent DAO portent sur la fourniture des services d'entretien, de nettoyage des bureaux et autres espaces intérieurs au siège du Conseil Economique et Social (CES) à Yaoundé, il s'agit notamment :

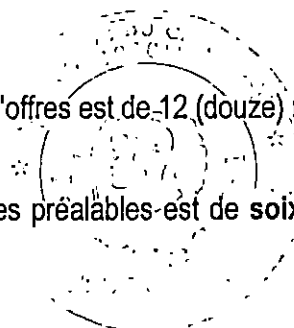
N°	DESIGNATION	QUANTITE
01	Moquettes	1091 m ²
02	Carreaux	7721,23 m ²
03	Escaliers	461,45 m ²
04	Chape	115,8 m ²
05	Pierres au mur	98 m ²
06	Toilettes carreaux sol	258,02 m ²
07	Toilettes carreaux mur	1683,5 m ²
08	Infirmierie	140,40 m ²
09	Vitres	2165,4 m ²
10	Mobilier	ensemble

3. Délai d'exécution

Le délai de réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de 12 (douze) mois.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel annuel de l'opération à l'issue des études préalables est de soixante-quinze millions (75.000.000) FCFA TTC.



5. Participation

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises spécialisées dans l'entretien des Locaux installées au Cameroun.

6. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du Conseil Économique et Social Exercice 2023, sur la ligne d'imputation budgétaire n°57 05 096 01 310010 361400.

7. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission d'un montant égal à 1.500.000 (Un million cinq cent mille) FCFA.

Cette garantie devra être délivrée par une banque de 1^{er} ordre ou un établissement de micro finance, ou un organisme financier agréés par le Ministère des Finances, et demeurera valable jusqu'au 30^{ème} (trentième) jour inclus au-delà du délai de validité des offres.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du Secrétaire Général du Conseil Économique et Social dès publication du présent avis.

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Secrétariat du Secrétaire Général du Conseil Économique et Social dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de 75 000 (soixante-quinze mille) francs CFA, payable à l'Agence Comptable auprès du CES.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires, dont l'original et six (06) copies, marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra être déposée contre récépissé au Secrétariat du CES, sis à Mballa II en face de la SNH, Téléphone : 222 212 670/652 270 128, au plus tard le 20 juillet 2023 à 11H00, heure locale, dans trois (03) enveloppes distinctes identifiant :

- 1° - Enveloppe A : Pièces administratives,
- 2° - Enveloppe B : Offre technique,
- 3° - Enveloppe C : Offre financière.

NB : Les offres seront placées dans deux (02) enveloppes dont une enveloppe contenant « A » les pièces administratives et « B » contenant les offres techniques, distincte de celle « C » contenant l'offre financière. En plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis par le règlement particulier du présent DAO, chaque soumissionnaire sera tenu de présenter un (01) exemplaire de cette offre financière dans une (01) enveloppe séparée scellée et marquée comme tel pour servir d'offre témoin destinée à l'Organisme chargé de la régulation des marchés publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat.

Le tout contenu dans un pli et devra porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 001 /AONO/SG/CPM/2023 DU 6 JUILLET 2023 A FOURNITURE DES SERVICES D'ENTRETIEN, DE NETTOYAGE DES BUREAUX ET AUTRES ESPACES INTERIEUS AU SIEGE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES) A YAOUNDE. ».

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des offres, qui se fera en deux (02) temps, aura lieu le 20 juillet 2023 à 12 heures précises par la Commission de Passation des Marchés du Conseil Économique et Social.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

13. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Absence ou non-conformité d'une des pièces administratives requises, un délai de 48 heures est accordé aux soumissionnaires pour produire ou pour remplacer la pièce exigée dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;
- Absence de la caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Présence inopportune du montant de la soumission dans les enveloppes A ou B ;
- Offre non conforme aux prescriptions du DAO, et non produites en sept (07) exemplaires ;
- Note technique inférieure à soixante-quinze sur cent (75/100) points ;
- Omission, dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;

2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les travaux, objet de l'appel d'offres. Ces critères porteront sur :

- Les références des soumissionnaires dans les prestations similaires au cours des cinq dernières années ;
- La quantité, les qualifications et expériences du personnel ;
- Les moyens logistiques et matériels ;
- Le planning et la méthodologie de travail ;
- La capacité financière ;
- La présentation générale de l'offre ;

14. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux-disante.

15. Durée de validité des offres

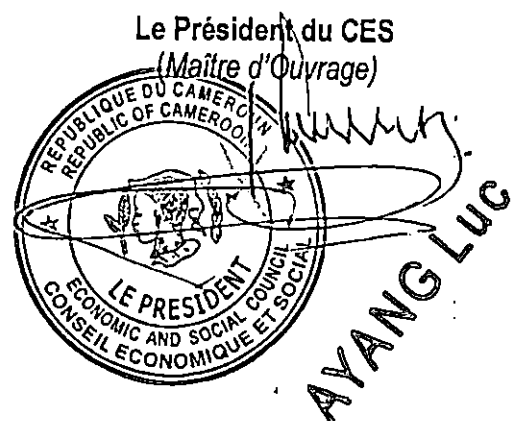
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 (quatre-vingt-dix) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Secrétaire Général du Conseil Economique et Social

Copies :

- ARMP (Pour publication) ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CPM ;
- Affichage.



**NATIONAL OPEN CALL FOR TENDER No. 001 /AONO/SG/CPM/2023 OF 6 JULY 2023 FOR
THE MAINTENANCE OF OFFICES AND OTHER SPACES AT THE ECONOMIC AND
SOCIAL COUNCIL HEADQUARTERS (ESC) IN YAOUNDE.**

1. Purpose

The President of the Economic and Social Council (ESC), the contracting authority, hereby launches a National Open Call for Tenders, under emergency procedure, for the maintenance of offices and other spaces in its complex at Mballa II, Yaounde.

2. Content of services

The services under this invitation to tender include the maintenance and cleaning of offices and other indoor spaces at the headquarters of the Economic and Social Council (ESC) in Yaounde:

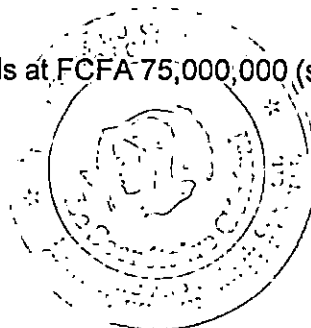
No.	DESIGNATION	QUANTITY
01	Carpets	1091 m ²
02	Tiles	7721,23 m ²
03	Stairs	461,45 m ²
04	Screed	115,8 m ²
05	Stones on wall	98 m ²
06	Toilet floor tiles	258,02 m ²
07	Toilet wall tiles	1683,5 m ²
08	Infirmary	140,40 m ²
09	Glass windows	2165,4 m ²
10	Furniture	complete set

3. Delivery deadline

The deadline for delivery of the services under this tender is (12) twelve months.

4. Estimated cost

Following the preliminary studies, the estimated cost stands at FCFA 75,000,000 (seventy-five million francs) including taxes.



5. Eligibility

Participation in this Call for Tenders is open to companies based in Cameroon specialized in the maintenance of offices.

6. Funding

The services provided under this call for tenders are financed by the budget of the Economic and Social Council for the financial year 2023, under budget line no. 57 05 096 01 310010 361400.

7. Provisional Caution

Each bidder must attach to his administrative documents a bid bond in the amount of **1,500,000 (One million five hundred thousand) CFAF**.

This deposit must be issued by a first-class bank or microfinance institution, or a financial institution approved by the Ministry of Finance, and will be valid until the 30th day after the bid validity period.

8. Consultation of tender documents

Tender documents may be obtained during working hours at the secretariat of the Secretary General of the Economic and Social Council following the publication of this notice.

9. Acquisition of tender documents

Tender documents may be obtained from the Secretariat of the Secretary General of the Economic and Social Council following publication of this notice, upon a presentation of a receipt attesting payment of a non-refundable sum of **75,000 (seventy-five thousand) CFA francs** issued by the Accounting Agency of the ESC.

10. Submission of bids

Each Tender, drafted in English or French, in seven (7) copies, 1 (one) original and 6 (six) copies, marked as such, in conformity with the provisions of the tender documents, must be deposited against acknowledgement of receipt, at the secretariat of the Economic and Social Council, located at Mballa II - opposite National Hydrocarbons Corporation-SNH, Phone 222 212 670, no later than 12th June 2023 at 11:00 a.m, local time in **three (03)** separate envelopes identifying:

- 1° - Envelope A: Administrative documents,
- 2° - Envelope B: Technical offer,
- 3° - Envelope C: Financial capacity.

NB: Tenders shall be submitted in two (2) envelopes, one containing "A" the administrative documents and "B" the technical offers, and a separate envelope containing "C" the financial offer. In addition to the number of copies of the financial offer required by the specific regulation of this tender documents, each tenderer shall submit one (1) copy of this financial offer in a separate envelope sealed and marked as such to serve as a sample offer for the Public Contract Regulatory Agency for its records. Failure to submit this sample bid shall result in the inadmissibility of the tenderer's bid.

All documents must be enclosed in an envelope and be marked:

"NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS No.001 /AONO/SG/CPM/2023 OF 6 JUN 2023 FOR THE MAINTENANCE OF OFFICES AND OTHER SPACES AT THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL HEADQUARTERS (ESC) IN YAOUNDE."

"To be opened only at the bids opening session"

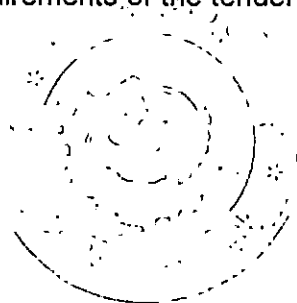
11. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the required administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing services of the competent administrative authority (Divisional Officer, Sub-Divisional Officer....), in accordance with special regulations governing invitations to tender.

They must be less than three (3) months on the original date of submission of tenders or should have been established after the date of date of signature of the tender notice.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents will be declared non-responsive.

12. Opening of bids



The opening of the bids, which will be done in one session, will take place on 20th July 2012 12 noon sharp by the Procurement Committee of the Economic and Social Council.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

13. Evaluation criteria

There are two types: disqualifying criteria and essential criteria.

1. Disqualifying criteria

The disqualifying criteria set out the minimum requirements to be met to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. Failure to meet these criteria will result in the bidder's offer being rejected.

Disqualifying criteria are as follows:

- Lack or non-conformity of one of the required administrative documents, a period of 48 hours is granted to bidders to produce or replace the required incomplete document or non-conforming administrative document, in case of non-regularisation within a period of forty-eight hours granted to bidders;
- Absence of the tender caution;
- False statements or falsified documents;
- Inappropriate presence of the amount of the tender in envelopes A or B;
- Tender not conforming to the requirements of the tender file, and not produced in seven (7) copies;
- Technical score less than seventy-five out of one hundred (75/100) points;
- Omission of a quantified unit price in the price list.

2. Essential criteria

The essential criteria are those that are relevant or key to assessing the technical and financial capacity of the candidates to deliver the services under this call for tenders. These criteria relate to:

- The references of the bidders in similar services over the last five years;
- The number, qualifications and experience of staff;
- Logistical and material resources;
- Work plan and methodology;
- Financial capacity;
- General presentation of the tender.

14. Award

The contract will be awarded to the tenderer whose bid is found to conform essentially to the Tender Documents, and who has the technical and financial capability to execute the Contract satisfactorily and whose tender has been evaluated as the lowest.

15. Validity Period

Tenderers shall remain bound by their bids for *ninety (90) days* from the closing date for submission of tenders.

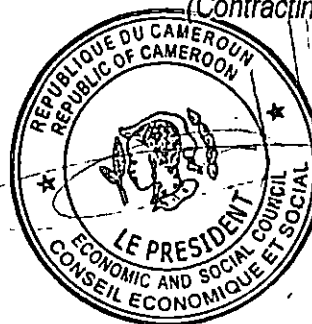
16. Additional information

Additional information can be obtained during working hours from the General Secretariat of the Economic and Social Council.

Copies:

- ARMP (For publication);
- Contracting Authority;
- President PMC;
- Billboard.

The President of the ESC
(Contracting Authority)



AYANG LUC